



Pau le 27 juin 2011

## L'administration a vraiment marqué sa volonté de faire *Pyrénées...* en théorie!

Lors de la dernière réunion Pyrénées le 8 juin, le DSNA a confirmé mettre les moyens maximum pour faire Pyrénées dans les meilleures conditions.

Mesures sociales optimisées : pas de pérennité du BO, déclassement imminent en groupe D. On ne pourra pas reprocher aux candidats de venir à Pyrénées pour l'argent.

Conditions de travail : blocage du projet NBT Pau prévu pour ... l'année 2000 et désormais lié à la réussite des qualifications croisées. Actuellement, les contrôleurs travaillent dans une vigie sous dimensionnée et délabrée, héritée des années 50, inadaptée à l'usage actuel, sans parler de l'usage futur et des formations massives annoncées... Plafonds en ruine, stores qui tombent, meubles branlants, climatisation dépassée, forêt de montants, il faut bien viser pour voir les Pyrénées en face.

Un grand nettoyage a tout de même été fait en 5 ans grâce à l'intervention de la médecine du travail.

Outils : absence totale d'investissement, empilement d'écrans rustiques, de modems et d'ordinateurs, sans aucune intégration possible. Poursuite radar toujours à 8NM, lignes toujours pas sécurisées, outil SIGMA désuet, y'a-t-il une volonté de déployer DISCUS et RAIATEA ? Ne parlons même pas d'un radar primaire... Admettons tout de même vivre dans le luxe grâce à notre ATIS automatique !

Humain : à Pau, l'effectif ne s'est toujours pas remis des départs massifs à la retraite qui n'ont pas été correctement anticipés. D'autres départs sont imminents. En juin 2011, 24 PC pour un BO de 30, beaucoup de contrôleurs en cours de formation qui ont du mal à trouver des heures de double et des PC qui ont du mal à rester confiants sur des positions où ils ne travaillent presque plus seuls. Gageons que le fait d'injecter dans des formations croisées une quarantaine de PC va grandement fluidifier la situation !

L'ouverture du secteur unique Pyrénées : a été annoncée par l'administration en 2015. Aucune étude FH ESARR4 n'a été réalisée pour s'assurer de la faisabilité de travailler sur deux sites très différents en simultané, pas plus que de calendrier et d'échéancier permettant d'avoir une lisibilité sur le nombre de qualifiés ou multiquifiés dans le temps ainsi que la façon dont ils allaient être utilisés.

Exigeant la résolution de ces deux points lors d'un préavis de grève local, les contrôleurs ont eu comme réponse consensuelle un avis de réquisition de 100% de l'effectif. Le dialogue social dans la DGAC est vraiment optimal.

Cerise sur le gâteau, puisque Pyrénées a besoin de chair fraîche pour former et se former, il faut trouver une solution d'empêcher la fuite des cerveaux. Une motivation importante a été trouvée avec la nécessité de se prononcer individuellement à l'échelle d'un an à compter d'aujourd'hui. Les irresponsables qui ne voient pas la lumière Pyrénéenne vont ensuite devoir demander une mutation dans moins de 4 ans, sans bonus, naturellement. Faute de quoi, c'est l'exercice de la seule qualification tour, même si d'ici là, leurs qualifications d'approche actuelles existent toujours puisque selon des calculs simples de personnels, le secteur unique est au mieux dans 10 ans...

Dans sa grande bonté, il est vrai que le chef SNA/SO avait fait lors d'une réunion une proposition humoristique de bon goût : la mutation ou le suicide (sic)

Sécurité : les problèmes de sécurité à l'interface demeurent mais seront résolus comme l'affirme l'administration dès que le secteur unique sera mis en place, c'est à dire en 2014 ... ou 2024 ? Le traitement des incidents a été fluidifié par le classement vertical d'une vingtaine d'incidents en préalable à la création de l'organisme unique. Depuis, tout s'est amélioré localement puisque des incidents sérieux sont désormais minorés (ce qui n'empêche pas qu'ils se retrouvent ré-évalués plus graves une fois traités à Paris).